



**RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2
DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

SUISSE

Addendum

La communication ci-après, datée du 10 octobre 2014 et présentée par la délégation de la Suisse, est distribuée conformément au paragraphe 1 de la décision sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (IP/C/28).

1 INTRODUCTION

1.1. Au paragraphe 11.2 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (WT/MIN(01)/17), adoptée à Doha le 14 novembre 2001, les pays développés Membres ont réaffirmé leur engagement d'offrir des incitations aux entreprises et aux institutions afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés Membres ("PMA"), conformément aux dispositions de l'article 66:2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC). Dans sa Décision du 19 février 2003 (IP/C/28), le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Conseil des ADPIC) est convenu que les pays développés Membres présenteraient des rapports annuels sur les mesures qu'ils avaient prises ou envisagé de prendre conformément aux engagements qu'ils avaient contractés en vertu de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC. En outre, il a été convenu qu'ils présenteraient un nouveau rapport détaillé tous les trois ans et une mise à jour les années intermédiaires.

1.2. Conformément à cette obligation, et compte tenu de la Décision du Conseil des ADPIC, la Suisse présente la deuxième mise à jour de son rapport de 2012 (document IP/C/W/580/Add.4 du 24 octobre 2012; la première mise à jour de ce rapport était le document IP/C/W/594/Add.5 du 7 octobre 2013). Le rapport rend compte des dernières évolutions pertinentes intervenues en Suisse.

1.3. En 2012, la Suisse a revu le contenu et la présentation de ses rapports des années précédentes, en tenant compte des observations formulées par les PMA lors des ateliers de l'OMC sur l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC organisés chaque année à Genève avant la troisième réunion du Conseil des ADPIC, ainsi que des discussions sur la présentation et le contenu des rapports qui ont eu lieu lors des réunions du Conseil des ADPIC. Quelques éléments de la contribution apportée par le groupe des PMA en ce qui concerne le mode de présentation normalisé pour les rapports (voir le document IP/C/W/561 du 6 octobre 2011) ont été pris en considération dans la rédaction de l'annexe I, dans toute la mesure du possible. Le tableau de l'annexe I comporte les colonnes suivantes: intitulé du projet ou programme, pays (qui renvoie en outre à différents programmes mondiaux), domaine du transfert de technologie, durée, mécanisme (organismes/institutions assurant le transfert de technologie), versements/budget pour 2013 ou pour une période plus longue spécifiée, et contacts. Pour certains programmes, un site Web est indiqué, sur lequel les parties intéressées pourront obtenir des renseignements supplémentaires et trouver à qui s'adresser.

1.4. Par "transfert de technologie", la Suisse entend un large éventail de processus englobant les transferts de savoir-faire, d'expérience et de matériel entre différentes parties prenantes telles que pouvoirs publics, entités du secteur privé, institutions financières, ONG et institutions de recherche/enseignement. Les incitations et les activités dont il est rendu compte ici relèvent de l'un des quatre modes essentiels suivants de transfert de technologie, selon la définition de l'ONU: i) les objets physiques ou le matériel; ii) les compétences et les aspects humains de la gestion et de l'apprentissage technologiques; iii) les dessins et modèles qui constituent la forme documentaire des connaissances en matière d'information et de technologie; et iv) les liaisons entre les systèmes de production dans le cadre desquels la technologie est utilisée, y compris l'environnement favorable aux transferts en question. L'investissement étranger direct, l'aide publique au développement (APD; voir le paragraphe 8 ci-après), le capital-risque, ou d'autres instruments comme le crédit commercial, sont tous des outils importants permettant de financer le transfert de technologie. Le présent rapport est centré sur le transfert de technologie financé grâce à l'APD. La Suisse offre des incitations dans de nombreux secteurs qui contribuent au développement durable dans les PMA et elle considère que cette assistance devrait porter sur tous les domaines et non pas être limitée à certains d'entre eux.

2 ORGANISMES PUBLICS INTERVENANT DANS L'OFFRE D'INCITATIONS EN VUE DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

2.1. En Suisse, il y a principalement deux organismes publics qui interviennent, directement ou indirectement, dans la fourniture d'incitations aux entreprises et institutions suisses ainsi qu'à celles d'autres pays développés Membres pour qu'elles mènent des activités entraînant un transfert de technologie vers les PMA. Il s'agit de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et du Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Ces deux organismes sont conjointement responsables de la formulation et de la mise en œuvre de la politique internationale de la Suisse en matière de coopération pour le développement. La DDC remplit une fonction de coordination générale pour les questions se rapportant à la coopération au service du développement et à l'aide humanitaire, tandis que le SECO est l'autorité compétente chargée du développement économique et de l'intégration dans l'économie mondiale des pays en développement et des pays en transition.

2.2. Autre organisme suisse participant à des activités de transfert de technologie: le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNRS). Agissant en vertu du mandat que le gouvernement suisse lui a conféré, le FNRS soutient la recherche à l'intérieur et à l'extérieur des universités, et encourage les jeunes talents scientifiques. Au niveau international, il entend apporter une contribution positive – grâce à ses programmes de recherche – à la recherche scientifique dans des régions du monde où cela est utile et promouvoir la coopération dans ce domaine entre ces régions et la Suisse. Actuellement, il mène, en collaboration avec la DDC, un programme élargi de partenariat de recherche avec les pays en développement comprenant plusieurs projets dans les PMA (voir l'annexe II).

3 NIVEAUX DES ACTIVITÉS DE LA SUISSE FAVORISANT LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE VERS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

3.1. Les activités et les incitations de la Suisse concernant le transfert de technologie ont pour objectif d'accroître le flux de technologie vers les PMA et les pays en développement et de renforcer les capacités permettant aux pays bénéficiaires d'évaluer, d'adopter, de gérer et d'appliquer cette technologie. Parmi les activités auxquelles les pouvoirs publics suisses apportent leur soutien, on compte des projets aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral.

3.2. Les activités du SECO et de la DDC relevant de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC sont menées au titre de l'APD Suisse. Les projets et programmes relevant de l'APD Suisse comportent des initiatives bilatérales, bilatérales-multilatérales et multilatérales et visent principalement un groupe de pays prioritaires en Amérique latine, en Afrique, en Asie centrale et en Asie du Sud-Est, ainsi qu'en Europe du Sud-Est. Bon nombre de ces projets consistent en des contrats passés avec des entreprises et institutions de Suisse ou d'autres Membres pour qu'elles mettent leurs connaissances et leur technologie au service du développement des ressources humaines, de l'infrastructure et du secteur privé dans les PMA.

3.3. Au niveau multilatéral, la Suisse contribue à divers fonds fiduciaires d'assistance technique avec le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et le Fonds monétaire international. Ces fonds sont à la disposition des responsables de projets de ces banques ou des pays qui recherchent un financement pour l'assistance technique et le transfert de technologie. Outre sa coopération avec ces institutions financières, la Suisse participe aussi aux projets de développement de nombreuses autres organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du travail (OIT), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ou encore l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI). Divers établissements internationaux de recherche, comme les nombreux centres spécialisés du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), sont aussi aidés par la Suisse.

3.4. La Suisse soutient plusieurs projets bilatéraux et multilatéraux destinés à favoriser l'investissement ainsi que l'efficacité, la rentabilité et l'incidence durable des échanges. Pour ce qui est de la promotion des investissements, la Suisse s'efforce de mobiliser les capitaux privés, le savoir-faire et la technologie (par exemple les applications mobiles de transfert d'argent) de manière à renforcer l'accès au financement des entreprises et des ménages ainsi que l'intermédiation financière dans les PMA, et à faciliter les investissements directs ou la création de coentreprises permettant le transfert de savoir-faire et de technologie. En ce qui concerne la promotion de la coopération dans le domaine du commerce, la Suisse coopère au niveau bilatéral, ainsi qu'avec des organismes bilatéraux ou multilatéraux. L'aide liée au commerce en faveur des PMA est essentiellement fournie par le biais de programmes et d'organismes multilatéraux tels que le Cadre intégré renforcé (CIR) et le Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives. À l'intérieur de ces structures, des partenariats thématiques spéciaux sont maintenus avec l'ITC, la CNUCED, l'OIT et l'ONUDI, ainsi qu'avec certaines ONG. La Suisse a conclu un grand nombre d'accords bilatéraux avec des PMA, lesquels promeuvent et protègent les investissements, ainsi que des conventions relatives à la double imposition.

4 MOYENS D'ACTION FAVORISANT LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

4.1. L'un des principaux objectifs de la coopération de la Suisse en matière économique et commerciale est le transfert de technologies modernes et de savoir-faire vers les pays bénéficiaires pour leur permettre de moderniser leurs installations de production en fonction des exigences des marchés mondiaux et d'être plus compétitifs dans l'économie mondiale. Favoriser l'investissement et la conclusion d'accords de coopération entre les secteurs privés du Nord, du Sud et de l'Est constitue un moyen d'action important en faveur du développement, dont l'objectif premier est de favoriser le développement durable dans ces pays partenaires.

4.1 Soutien des investissements du secteur privé dans les pays les moins avancés

4.2. La Suisse encourage le transfert de technologie vers les PMA en soutenant de diverses manières les petites et moyennes entreprises (PME). Par exemple, elle dispense des conseils techniques aux PME domiciliées dans les PMA tels que le Bangladesh, le Bénin et le Mali.

4.3. Par ailleurs, la Suisse encourage les PME suisses à investir dans les PMA pour améliorer le transfert de technologie vers ces pays. Le Start-up Fund du SECO est un instrument de prêt mis en place par le Secrétariat d'État à l'économie en 1997 et administré par *FINANCEcontact* (Zurich). Il vise à promouvoir les projets d'investissement du secteur privé dans des pays en développement et en transition, y compris des PMA. Ces projets doivent être commercialement viables et répondre aux normes environnementales et sociales reconnues. Les investissements effectués dans des pays en développement et en transition présentent des risques commerciaux plus importants que ceux que l'on rencontre généralement dans les pays occidentaux. Le Start-up Fund permet de partager les coûts de financement et les risques avec les investisseurs. À cette fin, il cofinance la phase initiale du projet d'investissement. Le financement est octroyé sous la forme d'un prêt remboursable sur cinq ans. Le Start-up Fund du SECO a pour but de permettre le transfert de capitaux, du savoir-faire technologique et de compétences en matière de gestion. Il a soutenu activement les activités des PME dans les PMA ou les pays en transition dans le cadre de près de

104 projets, comme ceux qui ont été lancés au Burkina Faso pour la transformation de la mangue ou en Zambie pour la transformation du café.

4.4. Le transfert de technologie vers les PMA s'effectue aussi grâce à des organismes caritatifs suisses qui y sont encouragés par les régimes d'exonération fiscale mis en place par le gouvernement suisse. La Fondation Novartis pour le développement durable n'est qu'un exemple parmi d'autres d'institution suisse bénéficiant d'incitations fiscales et participant au transfert de technologie vers les PMA (voir l'adresse "http://www.novartisfoundation.org/platform/apps/home_e/index.asp?MenuID=209&ID=479&Menu=3&Item=41"). Non seulement elle fournit une grande quantité de médicaments gratuits à de nombreux PMA, mais elle gère aussi divers projets liés à la santé publique, y compris une formation locale visant à favoriser la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, la formation et l'encadrement du personnel de santé, et la mise en place d'une infrastructure de formation.

4.5. La Suisse soutient la participation privée dans les infrastructures des pays en développement par l'intermédiaire des bureaux du *Private Infrastructure Development Group (PIDG)* (Groupe de développement des infrastructures privées). Elle a apporté des capitaux à l'*Emerging Africa Infrastructure Fund* (Fonds pour les infrastructures de l'Afrique émergente) qui, à son tour, accorde des crédits à long terme libellés en dollars EU ou en euros, aux conditions du marché, pour financer la construction et le développement d'infrastructures privées dans 47 pays d'Afrique subsaharienne. La Suisse soutient aussi *GuarantCo*, dont les garanties favorisent l'émission de titres de créances en monnaie locale par les entités privées, municipales et paraétatiques pour la réalisation de projets d'infrastructure dans les pays à faible revenu. Enfin, elle soutient *InfraCo Africa*, qui élabore des projets en assumant les coûts et les risques élevés de la phase initiale de leur élaboration et fait en sorte que des projets d'infrastructure voient le jour dans des situations dans lesquelles, s'il en était autrement, le secteur privé ne serait pas désireux ni à même d'investir. Les projets d'infrastructure soutenus par le PIDG sont en grande partie (72%) financés et entièrement mis en œuvre par des acteurs commerciaux du secteur privé. En tout, 77 projets ont jusqu'ici bénéficié du soutien du PIDG, dont 37 sont désormais opérationnels et permettent de fournir des services nouveaux ou améliorés à plus de 94 millions de personnes, d'offrir un emploi à long terme à 183 000 personnes et de mobiliser plus de 8,8 milliards de dollars EU d'investissements privés. Cette implication importante du secteur privé signifie que ces projets font souvent appel à des technologies de pointe pour garantir une efficacité maximum dans les pays dans lesquels ils sont menés. La plupart des projets soutenus par le PIDG emploient des gestionnaires et des intervenants locaux qui sont recrutés sur la base de qualifications appropriées qu'ils ont déjà mais qui suivent tous une formation sur le terrain. Le pourcentage des frais de formation par rapport au coût d'investissement total d'un projet varie énormément en fonction du type d'infrastructure mise en place, du nombre de personnes employées et du type de technologie utilisée. Il est rare que les entités rattachées au PIDG (*GuarantCo*, *Fonds pour les infrastructures de l'Afrique émergente* (EAIF) et *InfraCo*) qui soutiennent un projet prennent en charge les frais de formation ayant trait à la technologie, dans la mesure où ces frais font partie du coût d'investissement total du projet. Toutefois, des dons au titre de l'assistance technique ont parfois été accordés à titre exceptionnel pour qu'une formation ayant trait à la technologie soit dispensée dans le cadre de projets soutenus par le PIDG. En particulier, le projet de Chanyanya, conçu et mis en place par *InfraCo Africa* en Zambie, a été doté de 230 000 dollars EU au titre de l'assistance technique, en vue de la formation et du renforcement des capacités des agriculteurs locaux pour ce qui est de la création, de l'exploitation et de la commercialisation (des produits) d'une coopérative destinée à offrir des services d'irrigation à pivot à grande échelle aux exploitations agricoles locales situées à la périphérie de Lusaka (Zambie). Auparavant, ces petits agriculteurs dépendaient exclusivement des pluies pour l'irrigation de leur exploitation. Dans ce cas précis, les frais de formation ont représenté environ 10% du coût d'investissement total du projet.

4.6. La Suisse soutient le Programme de développement accéléré des énergies renouvelables des Fonds d'investissement climatiques en faveur des pays à faible revenu (actuellement uniquement des pays ayant le statut de PMA: Éthiopie, Mali, Népal et Tanzanie), qui finance des activités de renforcement des capacités et des projets d'infrastructure. Ceux-ci prévoient également des transferts de technologies axées sur les énergies renouvelables.

4.7. En outre, la Suisse soutient de nombreuses initiatives destinées à améliorer l'accès au financement et l'environnement commercial aussi bien pour les PME que pour les investissements privés à travers le transfert de technologie et de savoir-faire. On peut citer comme exemples la

Doing Business Better Initiative et un projet de développement du marché hypothécaire au Burkina Faso, les programmes *Credit Bureau et Mobile Money*, et l'*Africa Leasing Programme*. En Asie du Sud-Est, le SECO soutient le *Fonds de développement du secteur privé dans la région du Mékong* (MPDF) de la Société financière internationale, qui a des activités en RDP lao et au Cambodge. Dans le domaine du transfert de connaissances, le MPDF a soutenu des démarches visant à créer des agences d'évaluation du crédit en RDP lao et au Cambodge, et a contribué à mettre en place des applications bancaires pour mobiles au Cambodge. Parmi les autres exemples concernant l'Asie du Sud-Est, on relève l'aide fournie à la First Finance, une société cambodgienne de microcrédit, pour lui permettre d'élaborer une stratégie de commercialisation de ses produits, le soutien apporté à la *Cambodian Battambang Investment Rice Company* pour l'aider à améliorer son programme de gouvernance environnementale et sociale, et l'assistance offerte au *Westline Education Group*, un établissement d'enseignement privé en RDP lao, pour l'aider à se conformer à ses obligations en matière de fiscalité et de direction d'entreprise. En Afrique, le SECO a apporté un soutien à la Tanzanie en vue de la création d'une agence d'évaluation du crédit. Le programme devrait désormais être élargi à la Sierra Leone, au Burundi, au Lesotho, à la Zambie et à la sous-région de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine). Bien que le programme *Africa Mobile Money* soutenu par le SECO (aidant notamment Madagascar à mettre au point des solutions de paiement s'appuyant sur les télécommunications) ait pris fin en 2011, ces solutions de paiement et le partage de connaissances bénéficient désormais d'un soutien au niveau mondial dans le cadre de l'*Innovative Retail Payments Facility*. L'*Africa Investment Climate Programme*, qui offre un soutien au Bénin, au Mozambique et à la Zambie, assure également un transfert de technologie et de savoir-faire.

4.8. Enfin, le gouvernement suisse, par l'intermédiaire du *Swiss Investment Fund for Emerging Markets* (SIFEM AG), fournit également un financement à long terme aux petites et moyennes entreprises des PMA, dans le cadre d'investissements dans des fonds de placement privés. Ces fonds servent à fournir aux PME des pays visés du capital-risque qui s'accompagne d'une assistance technique aux entreprises bénéficiaires dans de nombreux domaines comme la formation professionnelle, l'amélioration des systèmes financiers et comptables, l'aide à la commercialisation et à la distribution, l'évaluation des risques et la mise en œuvre de systèmes informatiques. On peut citer comme exemples l'*Aureos East Africa Fund* (8,4 millions de CHF), le *GroFin East Africa Fund* (3,6 millions de CHF), l'*African Infrastructure Fund* (12 millions de CHF), le *SEAF Blue Waters Growth Fund* (8,4 millions de CHF) et le *responsAbility Investment Fund* en combinaison avec un fonds d'assistance technique distinct (financement de démarrage du gouvernement suisse à hauteur de 7 millions de CHF).

4.2 Établissement à des fins commerciales d'entreprises des PMA en Suisse et dans d'autres pays développés

4.9. Le Programme suisse de promotion des importations (SIPPO) soutient les exportations des entreprises de certains pays en développement et de certains pays en transition, dont des PMA, vers la Suisse et d'autres pays européens. Il aide par ailleurs les importateurs suisses à trouver de nouveaux produits et de nouvelles sources d'approvisionnement. La Suisse sensibilise les consommateurs à ces produits et elle fournit des services tels que des conseils pour la conception des produits, la recherche de partenaires commerciaux, la formation à la commercialisation à l'exportation et elle soutient la participation aux foires commerciales d'entreprises domiciliées dans des pays en développement et des pays en transition, dont des PMA.

4.3 Assistance financière et garanties contre les risques à l'exportation

4.10. La Suisse fournit aussi une aide financière non remboursable (dons) aux PMA pour la construction, la remise en état ou l'extension d'infrastructures. La contribution, sous forme de dons, de la Suisse à ces projets couvre aussi le transfert de technologie, les services de consultants pour l'exécution de projets, ainsi qu'une expertise en matière de réformes institutionnelles (gestion) et de réformes sectorielles. Un accent particulier est mis sur l'établissement de partenariats public-privé en ce qui concerne les services d'infrastructure.

4.11. Le système SERV (assurance contre les risques à l'exportation) est un système d'assurance contre ce type de risque pour les produits et les services destinés aux PMA, qui encourage et facilite les exportations vers ces pays, et assure un transfert de technologie constant.

4.4 Commerce et coopération dans le domaine des technologies non polluantes

4.12. La Suisse axe ses efforts sur la promotion du transfert de technologies respectueuses de l'environnement. Elle a mis sur pied un vaste programme prévoyant la création de "centres pour une production moins polluante", qui offrent aux entreprises privées et au secteur public des PMA une gamme étendue de services: informations générales, diagnostics d'entreprise, ateliers, projets de démonstration, renforcement des capacités et aide à l'élaboration de projets susceptibles d'être financés. Ces services sont fournis avec le concours d'instituts techniques, d'universités et d'entreprises suisses et d'autres pays développés Membres. Deux programmes de quatre ans, dotés chacun de 1 million de CHF, ont été établis dans ce domaine avec le Cambodge et la RDP lao. L'Initiative pour le commerce durable permet aux producteurs des pays en développement, y compris les PMA, d'avoir accès au savoir-faire relatif aux méthodes de production durables d'un point de vue social et environnemental, ce qui les aide à accroître leur part de marché pour les principaux produits cibles, y compris le coton, le cacao et le café.

4.13. La Suisse soutient aussi des programmes d'économie d'énergie destinés à atténuer les émissions de CO₂ sur le plan mondial et à lutter contre la pollution de l'air sur le plan national. Les secteurs visés sont la circulation routière et les transports ainsi que la petite ou moyenne industrie (fonderies, verreries, briqueteries, par exemple). L'objectif principal est de développer le potentiel des partenaires locaux (renforcement des capacités) et de mettre en commun les compétences techniques internationales afin de trouver des solutions appropriées pour résoudre les problèmes locaux (transfert global de technologie). Ces programmes pilotes sont ensuite évalués, font l'objet d'un rapport et sont diffusés à l'échelle nationale. En outre, la Suisse appuie le transfert de savoir-faire, la formation professionnelle et les équipements d'infrastructure dans le domaine de la surveillance de l'environnement et de la gestion des produits chimiques.

4.14. La Suisse et la Banque mondiale ont lancé conjointement le *National Strategy Study Programme* en 1997. Ce programme a permis d'aider les pays non visés à l'Annexe I du Protocole de Kyoto, parmi lesquels figurent un grand nombre de PMA, à définir leur position de négociation et à utiliser de manière efficace les nouvelles mesures internationales d'incitation liées au marché du carbone en vue du transfert de technologies adaptées au changement climatique. À l'issue de plus d'une vingtaine d'études de stratégies nationales pour les pays en développement et les pays en transition, en 2006, la Suisse et d'autres donateurs ont mis en commun leurs ressources au sein du fonds fiduciaire *Carbon Finance Assist* géré par l'Institut de la Banque mondiale. Ce programme appuie la mise en œuvre des mécanismes flexibles de la CCNUCC à travers: i) le renforcement des capacités institutionnelles; ii) le développement des marchés; et iii) la sensibilisation.

4.15. Les partenaires stratégiques au niveau national sont les Autorités nationales désignées. Le programme coopère aussi étroitement avec des consultants spécialisés, des instituts de recherche et le secteur privé. Dernièrement, le programme s'est allié au Groupe C-40 réunissant les grandes métropoles pour mettre à profit les opportunités offertes par le MDP (Mécanisme pour un développement propre) dans les grandes villes. Plus de 50% de la population mondiale vit dans des zones urbaines et est à l'origine de 75% de la consommation d'énergie et des émissions au niveau mondial. Toutefois, les villes sont jusqu'à présent sous-représentées à la tête de projets dans le cadre du MDP. Le programme vise à combler cette lacune.

4.16. Par des programmes spécifiques de promotion du commerce, la Suisse promeut l'intégration des PMA dans l'économie mondiale. Dans le contexte du *Cadre intégré renforcé*, la Suisse s'est associée au *Groupement interinstitutions du CCS des Nations Unies pour la coordination concernant le commerce et la capacité de production*, afin de soutenir l'intégration des PMA dans le système commercial mondial. Un premier programme pilote par pays, devenu opérationnel en 2010, a été lancé en RDP lao. Un deuxième programme par pays est en cours d'élaboration en Tanzanie. Grâce à sa contribution au *Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce* (STDF), la Suisse aide également les PMA à renforcer leur expertise et leur capacité de mettre en œuvre les normes SPS internationales auxquelles il est fait référence dans l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS). Le programme *Farmforce* a permis d'apporter aux petits exploitants et aux groupements d'entreprises agricoles la formation et les technologies fondées sur l'informatique en nuage, ce qui leur a permis d'avoir un meilleur accès aux renseignements sur les marchés internationaux. L'accès aux données sur les marchés et le secteur agricole international a aidé ces petits exploitants à identifier de nouvelles possibilités pour intégrer leur production aux chaînes de valeur.

4.5 Formation

4.17. L'Institut tropical suisse, désormais *Institut tropical et de santé publique suisse*, offre un cours diplômant de troisième cycle intitulé: "Santé et gestion sanitaires dans les pays tropicaux". Plus de la moitié des participants viennent habituellement des PMA. Leur participation est rendue possible par les bourses d'études accordées par le gouvernement suisse.

4.6 Activités de recherche

4.18. La Suisse pratique un autre mode de transfert de technologie, qui consiste à collaborer directement avec des organisations internationales et/ou des PMA dans le cadre d'activités de recherche, notamment en santé publique et sur des questions transversales dans l'agriculture. La DDC favorise les partenariats de recherche dans un certain nombre de PMA, y compris en finançant des programmes sur une base pluriannuelle tels que les *centres nationaux de compétence pour la recherche nord-sud*, les partenariats de recherche avec les pays en développement impulsés par le *Fonds national suisse de la recherche scientifique*, les *universités suisses des sciences appliquées* et le *Fonds de coopération scientifique* mis en œuvre par l'École polytechnique fédérale de Lausanne.

4.7 Autres instruments

4.19. Outre les activités susmentionnées, la Suisse participe également au renforcement des capacités et au transfert de technologie au profit des pays en développement et les pays les moins avancés conformément aux principes de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et à ses dispositions sur l'accès aux ressources et sur le partage des avantages. Par ailleurs, elle soutient l'*Initiative BioTrade* de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui vise à promouvoir le commerce et les investissements pour les produits et les services issus de l'exploitation durable de la biodiversité.

5 DOMAINES D'ACTIVITÉ DANS LESQUELS LA SUISSE ASSURE UN TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

5.1. La Suisse favorise le transfert de technologie dans des domaines qui sont importants pour les PMA. En particulier, le gouvernement suisse encourage le transfert de technologie vers les PMA dans les domaines de la santé publique, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, de l'agriculture, de l'industrie alimentaire, de l'industrie mécanique, des textiles, de l'industrie chimique, des énergies propres et de l'écotechnologie, et de la protection des droits de propriété intellectuelle. On trouvera dans les annexes I et II un tour d'horizon des projets en cours.

5.2. En outre, la Suisse favorise et encourage le transfert de technologie vers les PMA dans les domaines où elle possède des compétences spécialisées, comme l'industrie mécanique, ou encore la fabrication d'instruments de précision et les produits chimiques. Elle favorise aussi activement le transfert de technologies respectueuses de l'environnement vers les PMA. À cet égard, elle s'attache à transférer non seulement les connaissances en la matière, mais aussi les méthodes qui contribuent au respect des normes environnementales. Ces programmes sont plus particulièrement axés sur le transfert de technologie dans les secteurs de la métallurgie, du papier, du ciment, des produits alimentaires et des textiles. En outre, la Suisse soutient le transfert de technologie dans le domaine des énergies renouvelables, grâce à sa plate-forme REPIC par exemple.

5.3. Le gouvernement suisse encourage le transfert de technologie de la Suisse vers des PMA de différentes façons, parmi lesquelles le financement de la recherche et des services de conseil et d'aide, en particulier dans les domaines de la santé publique et de l'approvisionnement durable en eau.

5.4. Enfin, la Suisse fournit aux PMA une assistance pour l'élaboration et l'application des lois sur la protection des droits de propriété intellectuelle. Elle soutient aussi leurs offices nationaux chargés de cette mission. L'Institut fédéral suisse de la propriété intellectuelle propose aux PMA des recherches gratuites sur l'état de la technique et, ce faisant, encourage les entreprises et les secteurs innovants dans ces pays à utiliser le système des brevets, à tirer parti des renseignements qu'ils peuvent obtenir grâce à ce système et à protéger leurs propres inventions,

ce qui favorise le renforcement des capacités technologiques des PMA. La Suisse participe en outre activement à l'échange de renseignements avec les PMA dans le domaine de la protection et de l'administration des droits de propriété intellectuelle.

6 CONCLUSIONS

6.1. Pour conclure, la Suisse réaffirme l'engagement qu'elle a pris de fournir activement des incitations en faveur d'un transfert de technologie accru vers les PMA, et elle s'attache à améliorer constamment ses activités et la présentation des rapports dans ce domaine. Le dialogue suivi entre pays développés et PMA permettra d'améliorer encore les rapports annuels présentés par les pays développés, tant sur le fond que sur la forme. En parallèle, les discussions doivent se poursuivre pour envisager des moyens nouveaux et différents d'encourager plus efficacement les entreprises à transférer aux PMA la technologie et le savoir-faire appropriés, en ayant toujours à l'esprit le contexte plus général et les conditions-cadres des engagements publics et privés visant à renforcer les capacités locales et à promouvoir le développement durable dans les PMA.

6.2. Comme il a été dit dans les rapports précédents, les incitations publiques en faveur du transfert de technologie vers des pays tiers ne sont que l'un des nombreux facteurs entrant dans les décisions stratégiques des entreprises quant aux destinataires de leurs investissements étrangers et de leurs transferts de technologie innovante. Les conditions générales dans les PMA sont souvent défavorables aux entreprises étrangères qui, en principe, auraient la capacité et la volonté de transférer leur technologie et leur savoir-faire. Les PMA doivent donc œuvrer sans relâche pour offrir un environnement favorable qui attire l'investissement étranger et le transfert de technologie. Parmi les facteurs décisifs qui contribuent à attirer la technologie, on peut citer des conditions macroéconomiques et microéconomiques globalement favorables, un cadre juridique et réglementaire sûr (avec un système judiciaire viable, une protection suffisante des droits de propriété intellectuelle et une administration publique efficace) et un potentiel commercial au niveau national.

ANNEXE I¹

SWISS INCENTIVES FOR TECHNOLOGY TRANSFER IN LDCS BY COUNTRY AND PROJECT, DIVIDED INTO REGIONS

Comment: The activities supported by the Swiss Government embrace projects at the bilateral, regional, interregional and global levels.

Global projects²

Title of Project or Programme	Sustainable Trade Initiative
Country	Various
Field of Technology Transfer	Increased productivity and fair trade practices for producers of certain raw materials (i.a. cotton, cocoa, coffee) allowing better integration into global value chains
Duration	2013-2016
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Initiateif Duurzame Handel (IDH)
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 7,500,000 over project duration
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Innovative Retail Payments Facility
Country	Various
Field of Technology Transfer	Integrate Mobile Money Solutions into the business models of MFIs and banks.
Duration	2012-2015
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Cooperation between IFC and mobile phone companies and MFIs and banks

¹ En anglais seulement.

² These projects cover both developing countries and LDCs. An estimated 20 per cent of the amounts are allocated in LDCs.

Title of Project or Programme	Innovative Retail Payments Facility
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 4,600,000 over project duration
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Africa Credit Bureau Programme; SECO-IFC/PEP Access to Finance Programme
Country	Various, including Burundi, Sierra Leone, Tanzania, and Zambia
Field of Technology Transfer	Setting up of a privately managed Credit Bureau.
Duration	2012-2016
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	IFC
Budget for 2013, unless otherwise indicated	US\$6m over project duration
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Various
Country	Global
Field of Technology Transfer	SPS measures
Duration	2009-2013
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Standards and Trade Development Facility (STDF)
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 1,400,000 over project duration
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Swiss Import Promotion Programme SIPPO
Country	Global, including Nepal, Lao P.D.R. and Cambodia
Field of Technology Transfer	Trade know-how
Duration	2012-2015
Mechanism (Agencies/Institution providing	OSEC, Swiss Board for Trade Promotion

Title of Project or Programme	Swiss Import Promotion Programme SIPPO
Technology Transfer)	
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 6,000,000
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	REPIC - Swiss Platform for Renewable Energy Promotion in International Cooperation
Country	Global, including Madagascar, Senegal and Mali
Field of Technology Transfer	Renewable energy, energy efficiency: wind, solar, biomass, geothermal, hydropower energy http://www.repic.ch
Duration	2011-2013
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	REPIC - Swiss platform for Renewable Energy Promotion in International Cooperation
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 5,600,000
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Resource Efficient and Cleaner Production Programme (UNIDO)
Country	Global, including Cambodia and Lao P.D.R.
Field of Technology Transfer	Industry / environment Cleaner production: identification and implementation of environmentally sound technologies
Duration	2011-2015
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Training of consultants, company assessments, together with UNIDO, Swiss Federal Institute of Technology and Material Testing EMPA.
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 3,400,000 per year
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Biotope Facilitation Programme, Phase II
Country	Global, including Uganda
Field of Technology Transfer	Biodiversity, promotion of biotope products under sustainable management plans
Duration	2009-2013
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	UNCTAD; consultancy
Budget for 2013, unless otherwise indicated	US\$2,500,000 over project duration
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Promotion of Human Capacities in Trade Law and Policy
Country	Global
Field of Technology Transfer	Trade law and policy
Duration	2010-2013
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	WTI Institute, University of Bern
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 5,700,000 over project duration
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Various
Country	Sub-Saharan Africa
Field of Technology Transfer	Infrastructure projects (e.g. renewable energy, irrigation and transportation)
Duration	2002 – open
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	PIDG – Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF)
Budget for 2013, unless otherwise indicated	n/a (total investments from SECO so far US\$22m)
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Various
Country	Global
Field of Technology Transfer	Local capital market development Infrastructure projects (e.g. housing, transportation)
Duration	2006 - open
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	PIDG – GuarantCo
Budget for 2013, unless otherwise indicated	n/a (total investments from SECO so far US\$35m)
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Various
Country	Africa
Field of Technology Transfer	Greenfield infrastructure project development (i.e. renewable energy, irrigation, transport)
Duration	2005 – open
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	PIDG – InfraCo Africa
Budget for 2013, unless otherwise indicated	n/a (total investments from SECO so far US\$23m)
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Innovative technologies affordable by the poor
Country	Various countries
Field of Technology Transfer	Low-cost irrigation systems for small farmers
Duration	2009-2013
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	International Development Enterprises (IDE) and Antenna Technologies
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 1,200,000 (estimated) (CHF 4,880,000 for four years)
Contact Information	http://www.deza.admin.ch/en/Home/Projects/Selected_projects/Innovative_technologies_affordable_to_the_poor

Title of Project or Programme	Innovative technologies affordable by the poor
(email or website with contact details)	water.initiatives@deza.admin.ch

Title of Project or Programme	Medicines for Malaria Venture (MMV)
Country	Global
Field of Technology Transfer	Pharmaceutical Research and Development (R&D) of antimalarials.
Duration	2012-2016
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Medicines for Malaria Venture (MMV)
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 1,600,000
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.deza.admin.ch/de/Home/Projekte/Project_Detail?projectdbID=218062#form2

Title of Project or Programme	Scaling-up of productive water (micro-irrigation) and safe water
Country	Global
Field of Technology Transfer	This programme will reach 300,000 farmers with improved micro-irrigation technologies and three million poor households with safe water through chlorination.
Duration	2009-2013
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	International Development Enterprises (IDE)
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 2,250,000
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Projets/Project_Detail?projectdbID=230275#form2

Title of Project or Programme	"Swiss Bluetec Bridge"
Country	Global
Field of Technology Transfer	Global Technological innovations and application of nanotechnologies for water treatment
Duration	2012-2017

Title of Project or Programme	"Swiss Bluetec Bridge"
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Swiss SME start ups
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 810,000
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Projets/Project_Detail?projectdbID=212381#form2

Title of Project or Programme	Low-Cost High-Tech Solutions for Better Water Resources Management
Country	Global
Field of Technology Transfer	Development of a low-cost, mobile phone-based communication technology system to improve water management at community and sub-basin level
Duration	2011-2014
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	iMoMo consortium
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 600,000
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Projets/Project_Detail?projectdbID=230170#form2

Title of Project or Programme	Promoting off-farm employment and income through climate responsive building material production
Country	Regional/ Great Lakes
Field of Technology Transfer	Promote innovative climate responsive building material technologies.
Duration	2012-2015
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	SKAT
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 1,570,000
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Projets/Project_Detail?projectdbID=216007#form2

Title of Project or Programme	Foundation for Innovative New Diagnostics FIND
Country	Global
Field of Technology Transfer	Development and early implementation of innovative diagnostic tests
Duration	2013-2016
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Foundation for Innovative New Diagnostics FIND
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 800,000
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Projets/Project_Detail?projectdbID=224983#form2

Single Countries/Bilateral Projects

Title of Project or Programme	Sustainable Solutions for the Delivery of Safe Drinking Water DASCOH
Country	Bangladesh
Field of Technology Transfer	Delivery of safe drinking water, improved sanitation facilities
Duration	2013-2015
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Local adaptation of technologies with Skat consulting; test kits with Swiss Federal Institute of Aquatic Science and Technology (EAWAG). Joint research with the University of Bern.
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 840,000
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Projets/Project_Detail?projectdbID=219226#form2

Title of Project or Programme	Water, Sanitation and Hygiene (WASH) in Hard to Reach Areas
Country	Bangladesh
Field of Technology Transfer	Water and sanitation (public health) Improved access to adequate WATSAN facilities for most vulnerable population living in hard to reach areas by providing innovative and socially adapted solutions
Duration	2011-2015
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Development and promotion of context specific, replicable and user friendly models of WATSAN practices. Water Aid Bangladesh (international NGO) and NGO Forum (national NGO)

Title of Project or Programme	Water, Sanitation and Hygiene (WASH) in Hard to Reach Areas
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 2,020,000 (CHF 6,000,000 for four years)
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.swiss-cooperation.admin.ch/bangladesh/en/Home/Local_Governance/WASH

Title of Project or Programme	Social Safety Net Transfer Modalities
Country	Bangladesh
Field of Technology Transfer	The aim of the Social Safety Net Transfer Modalities action -research project is to provide evidence which can be used to streamline the social safety net system in Bangladesh for poor and ultra-poor beneficiaries.
Duration	November 2012-December 2013
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	World Food Programme and IFPRI Bangladesh
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 170,000
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Projets/Project_Detail?projectdbID=218003#form2

Title of Project or Programme	WTO Accession support (phase III)
Country	Lao P.D.R
Field of Technology Transfer	Facilitate and accelerate Lao P.D.R.'s accession to the WTO through the provision of tailor-made policy advice
Duration	2010-2013
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	IDEAS Centre Geneva
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 650,000 over project duration
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Enhancing sustainable tourism, clean production and export capacity in Lao P.D.R.
Country	Lao P.D.R.
Field of Technology Transfer	Trade capacity building Product quality assurance; backward linkages
Duration	2010-2014
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	UN Cluster on Trade and Productive Capacity (UNIDO, ILO, ITC, UNCTAD, UNOPS)
Budget for 2013, unless otherwise indicated	US\$4,040,000 over project duration
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Strengthening the IPR system of Lao P.D.R. and bringing in line with WTO
Country	Lao P.D.R.
Field of Technology Transfer	Intellectual Property Project
Duration	2010-2013
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Swiss Federal Institute of Intellectual Property, Bern, Switzerland
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 250,000 over project duration
Contact Information (email or website with contact details)	info.cooperation@seco.admin.ch

Title of Project or Programme	Small Piped Water Systems Cabo Delgado
Country	Mozambique
Field of Technology Transfer	Increase effective and efficient water delivery and sanitation services through capacity building of local institutions.
Duration	2011-2013
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Increase effective and efficient water delivery and sanitation services through capacity building of local institutions.
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 200,000
Contact Information (email or website with contact details)	info@deza.admin.ch

Title of Project or Programme	HortiSempre
Country	Mozambique
Field of Technology Transfer	Special focus on promoting micro-irrigation solutions in the production of existing locally grown horticultural products.
Duration	2013-2016
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Consortium Swisscontact/GFA
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 1,380,000 (CHF 5,072,000 for three years)
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.deza.admin.ch/de/Home/Projekte/Project_Detail?projectdbID=219223#form2

Title of Project or Programme	Ifakara Research Institute
Country	Tanzania
Field of Technology Transfer	Improvement of access to malaria-related health research, focus on mother and child.
Duration	2009-2013
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Expertise by the Swiss Tropical Institute Basle Switzerland
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 110,000 (CHF 2,060,000 for 4 years)
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.swiss-cooperation.admin.ch/tanzania/en/Welcome_to_the_Swiss_Cooperation_Office_in_Tanzania/Health_and_Water

Title of Project or Programme	Health research for policy making: the Ifakara Health Institute (IHI)
Country	Tanzania
Field of Technology Transfer	Improvement of health delivery systems and generation of evidence for health planning and management.
Duration	2013-2018
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Expertise by international researchers and research institutions
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 247,000 (CHF 3,350,000 for the 5 years period)

Title of Project or Programme	Health research for policy making: the Ifakara Health Institute (IHI)
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Projets/Project_Detail?projectdbID=224961#form2

Title of Project or Programme	Support to St. Francis Hospital in Ifakara
Country	Tanzania
Field of Technology Transfer	Health services and management improvement: practical training and clinical research.
Duration	2010-2016
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Supported by different Swiss institutions (mainly Novartis Foundation for Sustainable Development (NFSD), Swiss TPH and SolidarMed)
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 1,870,000
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.swiss-cooperation.admin.ch/tanzania/en/Welcome_to_the_Swiss_Cooperation_Office_in_Tanzania/ressources/resource_en_224358.pdf

Title of Project or Programme	Transforming the Charcoal Sector
Country	Tanzania
Field of Technology Transfer	Energy sector: research and advocacy work facilitating the introduction of more biomass energy-friendly policies.
Duration	2012-2014
Mechanism (Agencies/Institution providing Technology Transfer)	Federal Laboratories for Materials Science and Technology (EMPA)
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 110,000
Contact Information (email or website with contact details)	http://www.swiss-cooperation.admin.ch/tanzania/en/Welcome_to_the_Swiss_Cooperation_Office_in_Tanzania/ressources/resource_en_215830.pdf

Title of Project or Programme	Secondment to UNHCR (Renewable Energy Specialist)
Country	Chad
Field of Technology Transfer	Contribute to identifying, developing and integrating technologies and strategies to reduce the negative impact of the use of traditional domestic energy resources.
Duration	2012-2013
Mechanism (Agencies/Institution providing	UNHCR

Title of Project or Programme	Secondment to UNHCR (Renewable Energy Specialist)
Technology Transfer)	
Budget for 2013, unless otherwise indicated	CHF 92,193
Contact Information (email or website with contact details)	deza@eda.admin.ch

ANNEX II¹

RESEARCH PARTNERSHIPS WITH LDCS

Several research programmes and funds were available until 2013 for research partnerships between Switzerland and developing countries, including LDCs:

- **"NCCR North-South"** is one of the National Centres of Competence in Research of the Swiss National Science Foundation (SNSF). The NCCR North-South supports research in the field of sustainable development. Research projects of the NCCR North-South are implemented in collaboration with Swiss scientific institutions and partner institutions in Africa, Asia and Latin America. The SDC finances the partners in developing and transition countries.
- The SNSF-SDC programme **"Research Partnerships with Developing Countries"** provides grants for partnership research projects between a Swiss university and a research institution from a developing country.
- The programme **"Promotion of Research Partnerships between Developing and Transition Countries and the Swiss Universities of Applied Sciences"** supports initiatives of the Swiss Universities of Applied Sciences in their efforts to advance applied research and development by way of partnerships with developing or transition countries.
- The **"Scientific Cooperation Fund EPFL-SDC"** provides grants for partnership research projects between one of the EPFL's research units and a research institution from a developing country.

SDC used to invest approximately CHF 9 million per year in this type of international scientific cooperation with developing countries.

These four aforementioned development research funds are being integrated into the new Swiss Programme for Research on Global Issues for Development – r4d programme (<http://www.r4d.ch>) –which is being implemented jointly with SNSF. The first r4d projects were approved in 2013. R4d is endowed with CHF 97.6m over 2013-2022. Its aim is to fund research on global challenges likely to involve technology transfer as a partnership between Swiss researchers and developing countries' researchers, including those from LDCs.

¹ En anglais seulement.